

Prison de Crisenoy : les opposants au projet mobilisent les candidats aux législatives

Mercredi , cinq candidats ont clairement affirmé leur soutien dans la lutte contre l'établissement pénitentiaire de 1000 places prévu dans la ZAC des Bordes, à 500 mètres du premier hameau. Les associations comptent aussi sur eux comme relais pour défendre le zéro artificialisation des terres.



Maincy, le 8 juin. Martine Turgis (à droite), administratrice de France nature environnement en Seine-et-Marne, lit une lettre à l'adresse des candidats aux législatives présents dans la salle. LP / Sophie Bordier

Par [Sophie Bordier](#)

Le 9 juin 2022 à 18h03

La possible prison de 1 000 places prévue dans un champ de 30 hectares à Crisenoy, près de Melun, s'invite dans la campagne... des élections législatives (les 12 et 19 juin). Ce projet mobilise les candidats à l'Assemblée nationale. Mercredi, au château de Vaux-le-Vicomte, dont les propriétaires sont vent debout contre le projet, ses [opposants](#) ont réuni les prétendants pour les sensibiliser à leur cause.

Dans la salle, sont présents plusieurs candidats dans la 3e circonscription comme Élodie Gérôme (Nupes/REV), Olivier Théot (Place publique), Dominique Lioret (RN) et Xavier Mallet (Reconquête) venu « prendre connaissance du dossier ». Candidat dans la 1re circonscription, Arnaud Saint-Martin (Nupes/LFI) est également là.

« Une opportunité pour notre combat »

« On en a invité plusieurs. Tous n'ont pas pu venir », regrettent [Hervé Jeannin, maire de Crisenoy](#), et Nancy Vernisse, de l'association pour la préservation des terres agricoles, de l'environnement et du cadre de vie ([APTAECV](#)).

« C'est une opportunité pour notre combat », assure Jean-Charles de Vogüé, dont [le château de Vaux-le-Vicomte](#) est déjà cerné par l'incinérateur de déchets ménagers au Sud-Ouest, les lignes haute tension au Nord-Ouest, la ligne TGV et l'A5 à l'Est et le centre d'enfouissement de la REP à Fouju. Pire : la prison serait implantée sur le ru d'Andy qui alimente les bassins du château.



Maincy, le 8 juin. Le maire de Crisenoy, Hervé Jeannin, s'exprime ici entre Jean-Charles de Vogüé, de Vaux-le-Vicomte, et Nancy Vernisse, de l'APTAECV. LP/S.B.

Absence de concertation, incongruité folle de la taille de l'établissement face à celle [du village de 650 habitants](#), incohérences dans le choix du lieu pour la biodiversité et la réinsertion des détenus, etc. Tous les arguments sont passés à la loupe.

Administratrice de France nature environnement en Seine-et-Marne, qui représente 2 900 adhérents (associations et particuliers), Martine Turgis lit même une lettre à l'attention des futurs députés pour leur demander de « mettre en œuvre le zéro [artificialisation des terres](#) » : « Avant de construire, il faudrait tout rénover, reconverter les friches urbaines et industrielles, recycler le bâti vivant. On vous demande que le projet de loi de finances soit de plus en plus écoresponsable (...) Et merci de vous libérer de la pression de nombreux lobbies ! »

Les candidats présents se disent alors tous contre le projet, « plus gros consommateur de terres agricoles dans la 3e circonscription de Seine-et-Marne » et qualifié d'« aberration ». Pour Arnaud Saint-Martin, « il faut faire du bruit ! Mobiliser les associations environnementales comme LPO. Cela doit devenir une ZAD (*zone à défendre*) ! »



Maincy, le 8 juin. Ces trois candidats dans la 3e circonscription, Élodie Gérôme (Nupes) Olivier Théot (Place publique) et Dominique Lioret (RN) se disent contre le projet de « prison-usine » à Crisenoy. LP/S.B.

Parmi les absents, le député sortant Jean-Louis Thiériot (LR), qui a écrit noir sur blanc sur son tract son opposition à la prison. En revanche, [le centriste Patrick Septiers](#) (MoDem) n'est ni pour ni contre. « Il faut que les élus de la communauté de communes Brie des Rivières et Châteaux (CCBRC) soient clairs sur ce qu'ils veulent faire de cette zone. S'ils sanctuarisent les terres agricoles, il n'y a plus de problème. C'est à eux de décider », explique-t-il par téléphone ce jeudi.



Maincy, le 8 juin. Venu prendre connaissance du projet, Xavier Mallet (Reconquête), candidat dans la 3e circonscription, annonce en fin de réunion qu'il prend «l'engagement de se battre pour que ce type de projet n'apparaisse pas à Crisenoy». LP/S.B.

Justement, Hervé Jeannin annonce la consultation des 52 élus de la CCBRC le 30 juin prochain. « On va demander si chacun est d'accord avec le projet ou non. On fera en sorte que ce soit à bulletin secret ! »